



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 5 août 2013
Numéro 394

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La «coïncidence de Daraya»
protège... le Liban*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Le dossier des otages d'Aazaz à la
case départ. La prorogation pour
le président: les propos de Wahhab
sont sans fondements*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Cellule terroriste dans l'Iqlim
el-Kharroub*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Démantèlement d'un réseau
d'attentats et d'assassinats*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*L'initiative de Sleiman à Téhéran:
le retrait du Hezbollah de Syrie et
un gouvernement au Liban*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Le Hezbollah rejette sans
équivoque le discours de Sleiman*

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

*Président Assad: Seuls les Syriens
régleront la crise par le dialogue
et en soutenant l'armée nationale*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Rohani propose un gouvernement
de vétérans et refuse le
«changement de régimes politiques
ou de frontières par la force»*

L'événement

La guerre des discours impose son rythme à la vie politique

L'apparition publique du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, vendredi dernier, et son discours de 35 minutes au cours duquel il a réaffirmé la centralité de la cause palestinienne pour son parti, continuent de susciter des réactions diverses. Les commentateurs, y compris les Israéliens, ont qualifié cet événement d'"exceptionnel". Dans son discours, le chef du Hezbollah a réaffirmé que la boussole de son parti restait la Palestine, en dépit de toutes "les tentatives visant à faire de l'Iran un ennemi à la place d'Israël". Selon lui, la meilleure réponse aux tentatives de certains pays arabes (en allusion à l'Arabie saoudite et aux pays du Golfe qu'il n'a pas nommés) et de l'Occident de "provoquer une discorde sectaire entre sunnites et chiites", est de s'engager avec plus de force aux côtés de la cause palestinienne. Sur un ton solennel, Hassan Nasrallah a juré que les chiites n'abandonneront jamais la Palestine. "Dites que nous sommes des terroristes, des criminels, dites ce que vous voulez et tuez-nous sur tous les fronts. Nous, les chiites, ne laisserons jamais la Palestine. Combattre Israël et défendre le Liban et la Palestine est une cause héritée de nos ancêtres, une cause que nous avons dans le sang, le Hezbollah n'oubliera jamais la Palestine", a-t-il dit, avant de lancer un appel à "l'arrêt du bain du sang en Syrie, en Irak et au Pakistan". Il a conclu son discours en exprimant son soutien total à l'Armée libanaise, garante, selon lui, de la stabilité du pays.

La réponse au discours de sayyed Nasrallah n'a pas tardé et elle est venue de la bouche de Saad Hariri. De son exil volontaire en Arabie saoudite, l'ancien Premier ministre a lancé une virulente charge contre les armes du Hezbollah, qu'il a qualifié d'"illégitimes". "Les armes du Hezbollah sont, depuis 2005, une des raisons principales de la division entre les Libanais. Ces armes ne pourront jamais constituer un dénominateur commun entre les Libanais. Depuis 2005, elles ne jouissent plus de l'unanimité", a-t-il déclaré.

Il a surpassé le président de la République, Michel Sleiman, qui avait sévèrement critiqué, la veille, la participation du Hezbollah aux combats en Syrie. Saad Hariri a fait assumer à la Résistance tous les maux dont souffre le Liban, concluant par un appel à la formation d'un gouvernement neutre, où ni son parti ni le Hezbollah ne seraient directement représentés. Ce à quoi a répondu l'ancien ministre Wiam Wahhab en rappelant que le Premier ministre désigné, Tammam Salam, fait parti du 14-Mars et ne pouvait pas, par conséquent, présider un tel cabinet (Voir par ailleurs).

Le chef du Courant du futur a reçu le renfort de son allié Samir Geagea, qui s'est déchainé, le lendemain, contre le Hezbollah, à qui il a reproché de déstabiliser le Liban. Il a même accusé la Résistance d'être responsable du déclenchement de la guerre de juillet 2006. "Ceux qui veulent la stabilité du pays n'envoient pas chaque jour des drones vers Israël et ne s'engagent pas dans une guerre destructrice avec l'ennemi", a dit le chef des Forces libanaises. Cette guerre des discours, qui a marqué la fin de la semaine dernière, jettera son ombre sur les jours qui viennent, d'autant que l'on recommence à parler de la formation d'un gouvernement du "fait accompli".

An Nahar

Les milieux du président de la République, Michel Sleiman, ont indiqué que ses derniers propos concernant le dossier gouvernemental n'apportent rien de nouveau par rapport à ce qu'il a annoncé lors de son discours à l'occasion de la fête de l'armée, le 1er août.

Les mêmes sources ont indiqué que le chef de l'Etat traite la question du gouvernement en prenant en considération trois facteurs. Premièrement: ne pas arriver à l'échéance de l'élection présidentielle sans gouvernement, afin d'éviter le vide. Deuxièmement: former un gouvernement politique qui disposerait du plus large soutien possible.

Troisièmement: s'il est impossible de former un gouvernement politique rassembleur, se diriger vers la formation d'un cabinet neutre.

Evoquant les informations selon lesquelles une nouvelle formule gouvernementale pourrait être proposée après la fête du fitr, les sources ont précisé que si le Premier ministre désigné, Tammam Salam, présente une formation gouvernementale, le président Sleiman l'étudiera.

Les milieux du chef de l'Etat ont souligné que les deux à trois prochaines semaines n'apporteront rien de nouveau sur les plans internes et régional.

Elnashra.com (Site libanais indépendant)

Le chef du Parti de l'unification arabe, l'ancien ministre Wiam Wahhab, a indiqué que "le gouvernement neutre n'est pas réaliste et n'est pas une bonne option, car un tel cabinet avait impliqué le pays dans de graves problèmes, en 2005".

M. Wahhab a ajouté que le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, "est l'une des personnalités politiques qui se comporte de la manière la plus responsable dans la période actuelle". Selon lui, M. Joumblatt n'acceptera pas de cautionner un gouvernement sans le Hezbollah.

M. Wahhab a ajouté que le Premier ministre désigné, Tammam Salam, n'est pas neutre et fait partie du 14-Mars. "Si nous voulons former un gouvernement neutre, alors nous proposons, pour le présider, des noms tels que Leila Solh ou le président des organismes économiques Adnane Kassar. C'est à partir de là que les négociations commenceront".

Et M. Wahhab de poursuivre: "L'intervention du Hezbollah en Syrie date de quelques mois seulement, alors que les autres parties sont impliquées dans la crise depuis deux ans et demi. Le Liban a joué un rôle négatif dans les événements syriens et cela va provoquer la détérioration des relations quel que soit le dirigeant dans ce pays".

L'ancien ministre a enfin révélé que le chef de l'Etat, Michel Sleiman, avait évoqué l'éventuelle prorogation pour trois ans de son mandat avec le ministre de la Santé, Ali Hassan Khalil, et avait reçu une réponse défavorable à sa proposition.

Al Joumhouria

Des sources sécuritaires bien informées ont indiqué que l'explosion qui s'est produite à Daraya, dans l'Iqlim el-Kharroub, a eu lieu au domicile de l'imam de la mosquée du village, Ahmad Abdel Latif Dhahkakhini, un Egyptien marié à une libanaise et habitant cette localité depuis des décennies. Les premiers éléments de l'enquête ont montré qu'un groupe comprenant les deux fils de l'imam, Abdel Latif et Mohammad et un Syrien nommé Mohammad Hassan Massoud, s'employaient à préparer une charge piégée lorsqu'elle a explosé accidentellement. Abdel Latif est mort sur le coup, son frère a été grièvement blessé et le Syrien a été atteint de blessures diverses. Ils ont tous été transportés à l'hôpital de Mazboud où ils ont été placés sous surveillance policière.

Après l'explosion, une force de police est arrivée au domicile de l'imam pour commencer l'enquête. Les agents ont découvert des dizaines d'autres charges piégées dans une chambre secrète sous la maison, ainsi que des cartes où trois sites sont marqués d'un cercle rouge. Il s'agit vraisemblablement de sites d'attentat ou d'assassinats qui se trouvent à Wadi Zeiné, Saadiyat et Hadath.

Les forces de sécurité ont arrêté dans la nuit l'imam Dhahkakhini et les investigations ont permis de découvrir que son fils qui a trouvé la mort était un garde du corps du cheikh Ahmad al-Assir et faisait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt.

ILS ONT DIT...

Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

“Les armes sont un moyen qui

peut être mis au service du bien ou du mal. L'important, c'est la manière dont elles sont utilisées et l'objectif visé. Il faut faire la distinction entre les armes aux mains de la résistance et celles que manipulent les milices sévissant dans les ruelles. Les armes du Hezbollah sont au profit du Liban et pour son bien. Cela est désormais prouvé, alors que les armes qui sont aux mains des gangs de quartier desservent le pays et lui portent préjudice. Les chefs des gangs dans les rues sont connus, ainsi que ceux qui les entraînent, les financent et facilitent l'acheminement des armes à travers les ports ou autres moyens de transport entre le Liban et les pays voisins. Nous sommes prêts à discuter de notre approche ainsi que de celle des autres concernant la résistance à la table de dialogue afin de déterminer comment la mettre à profit dans le cadre du triptyque armée-peuple-résistance. On ne saurait éliminer la résistance par une simple décision ou du fait qu'elle déplaît à certains.

Antoine Zahra, député des Forces libanaises (14-Mars)

“Le président Sleiman a formulé dans son discours toutes les idées dont nous rêvons, à savoir l'unité de l'État, la souveraineté des institutions et l'autorité politique et militaire unique. Et même si d'autres ont la capacité de défendre le Liban, cette capacité devrait être mise à la disposition de l'armée. C'est parce qu'il a affirmé qu'il ne plierait pas devant la paralysie, l'intimidation et les accusations de trahison et qu'il était prêt à soutenir la formation d'un gouvernement neutre qu'il les a irrités au point qu'ils ont lancé leurs roquettes contre Baabda.

Bachar al-Assad déterminé à «écraser les terroristes»

La crise en Syrie ne pourra être résolue qu'en écrasant le terrorisme, a affirmé dimanche soir le président syrien Bachar al-Assad, lors d'un iftar retransmis en direct par la télévision syrienne. L'allocution du président syrien a duré près de 45 minutes. M. Assad a estimé que la Coalition nationale syrienne (opposition) a échoué et qu'elle n'a aucun rôle à jouer dans la recherche d'une solution pour mettre fin au conflit qui secoue le pays depuis 2011. «Aucune solution ne peut être trouvée avec le terrorisme, excepté en le réprimant avec une main de fer», a déclaré Bachar al-Assad. «Aucun être humain sain d'esprit pourrait penser que le terrorisme peut être réglé par la politique», a-t-il ajouté. Au cours de son allocution, le président a encouragé les forces armées à continuer à combattre la rébellion. «La crise ne sera résolue que sur les champs de bataille», a-t-il lancé. Pour le président syrien, aucune démarche en vue d'une solution politique ne peut être combinée avec la poursuite des opérations militaires par les insurgés. Selon lui, l'opposition soumise à l'étranger «n'est pas fiable» et que «est un échec aux niveaux populaire et moral». Il l'a accusée «d'être à la solde de plus d'un pays du Golfe».

L'alerte US prolongée

Washington a annoncé la prolongation jusqu'au 10 août de la fermeture de 19 de ses ambassades et consulats au Moyen-Orient et en Afrique par mesure de sécurité après des menaces d'attentats crédibles de la part d'Al-Qaïda. La liste comprend quinze représentations diplomatiques déjà fermées dimanche, ainsi que quatre nouveaux postes, a précisé le Département d'Etat dans un communiqué. Plusieurs autres représentations diplomatiques fermées dimanche doivent rouvrir lundi, a-t-on ajouté de même source.

As Safir

Nabil Haitham, journaliste libanais proche du 8-Mars

Est-ce une pure coïncidence que Michel Sleiman et Saad Hariri soient sur la même longueur d'onde et prennent pour cible le Hezbollah? Où est la sagesse pour le président de la République de briser le moment de stabilité politique et de provoquer l'étincelle de la tension avec plus de la moitié des Libanais? Où est la sagesse dans l'insistance de Saad Hariri de faire du Hezbollah un ennemi et où cela va-t-il mener?

Une partie des Libanais a applaudi aux deux hommes, car elle estime que le Hezbollah a violé des «interdits» libanais, syriens et internationaux. Mais une autre partie importante inscrit les propos de Sleiman et Hariri dans le cadre d'un «chorale offensive», ou plutôt d'un dispositif d'attaque ayant des dimensions internes, régionales et internationales, manipulé par une main invisible, comme prélude à une rude bataille politique dans les prochaines jours.

Il est difficile de séparer les attaques de Sleiman et de Hariri de la campagne contre le Hezbollah, qui est allée crescendo depuis la bataille de Qoussair: les mesures du Conseil de coopération du Golfe, les sanctions contre des Libanais dans le Golfe, les vexations contre des Libanais en Afrique, les véto brandis par Bandar Ben Sultan et Saoud al-Façal contre une participation du Hezbollah au gouvernement dans une tentative de l'isoler, l'affaire de Bourgas, utilisée comme prétexte pour inscrire le parti sur la liste terroriste de l'Union européenne, et, enfin, l'annonce du début du procès des assassins de Rafic Hariri, fixé à janvier prochain.

Il n'est un secret pour personne que le premier objectif de cette campagne est de pousser le Hezbollah à se retirer de Syrie et de juguler son élan, qui a permis de mélanger les cartes de la guerre contre le régime de Bachar al-Assad. On se souvient tous de la position de Michel Sleiman après la chute de Qoussair, lorsqu'il a mis en garde le Hezbollah contre les marécages de la fitna. Puis sa plainte contre la Syrie au Conseil de sécurité, pour arriver enfin à sa dernière prise de position lors de la fête de l'armée, qui a coïncidé avec la chute de Khaldiyé, à Homs. Quel mécontentement Sleiman veut-il exprimer?

Beaucoup de Libanais pourraient avoir l'impression que l'on cherche à les provoquer. Ils pourraient croire qu'une partie régionale, du Golfe ou occidentale, a murmuré quelque chose dans l'oreille du président, le poussant à faire des paris sur des changements, sur une défaite proche du régime syrien, et avec lui celle de ses alliés libanais. Un tel scénario, pense-t-il, pourrait paver la voie à la prorogation du mandat présidentiel.

Dans son attaque contre la Résistance, Michel Sleiman pourrait donner l'impression de vouloir la provoquer et l'entraîner dans une polémique frontale, ce qui permettrait au président d'en tirer des profits populaires et politiques, notamment sur la scène chrétienne. Si telle est son intention, il ne réussira pas, car le Hezbollah ne polémiquera pas.

D'aucuns diront que tout ce tapage et ces plafonds élevés dans l'attaque contre le Hezbollah s'inscrivent dans le cadre d'un processus prédéterminé visant à améliorer les conditions des négociations lorsque la table du dialogue régional sera prête.

Reste la question concernant le gouvernement neutre auquel le président a fait allusion et pour laquelle Hariri a préparé le terrain en invitant le Hezbollah à consentir un «sacrifice commun» avec le Courant du futur en ne participant pas au prochain cabinet. Un tel gouvernement est rejeté par le Hezbollah et ses alliés et les craintes de voir les tensions s'accroître au sujet de ce dossier sont grandes, en prélude à la formation d'un gouvernement du fait accompli. Il faudra alors parier une nouvelle fois sur le rôle de Walid Joumblatt pour freiner une telle démarche qui aura des répercussions difficiles sur le Liban.

An Nahar

Le chef du Législatif, Nabih Berry, a dénoncé les tirs de roquettes contre les alentours du palais présidentiel à Baabda, rejetant les accusations lancées contre le Hezbollah d'en être l'auteur. «Cette accusation est ridicule et injuste, a-t-il dit. Le parti n'a pas l'habitude d'utiliser cette méthode.»

Selon M. Berry, on ne peut pas dire que ces roquettes visent exclusivement le palais de Baabda, car cette région comprend aussi des positions de la Garde républicaine, le ministère de la Défense ainsi que des bâtiments officiels et diplomatiques. «Ce type de petites roquettes peut être tiré de n'importe quelle région et ne nécessite pas des rampes de lancement», a-t-il ajouté.

«Non seulement le Hezbollah est innocent, mais sa moralité et son parcours résistant lui interdisent de commettre de tels actes que lui-même rejette, a déclaré M. Berry. Le Hezbollah est un parti politique libanais respectable, qui ne commet pas ce type d'actes de sabotage. L'armée reste la première cible de ces tirs de roquettes et non pas le palais présidentiel.»

Le président de la Chambre a par ailleurs affirmé qu'il maintenait ses moteurs éteints concernant la formation du gouvernement, précisant qu'il avait «donné toutes les idées qu'il a et attend que les autres présentent leurs propositions».